

MONDE

Nicolas SARKOZY : visite d'Etat en Inde. L'objectif du Président de la République est la relance du partenariat stratégique lancé en 1998 entre les deux pays. Comme à chaque visite, il sera accompagné d'une importante délégation de 100 personnes, dont 68 du monde des affaires. Invité d'honneur de la célébration de la fête nationale, M. SARKOZY devrait confirmer sa volonté d'accueillir l'Inde dans un futur G13, et de les soutenir pour un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

Cherche soutien désespérément. Le Président colombien a commencé à Paris une tournée en Europe pour demander le soutien de l'UE dans le dossier des otages détenus par les FARC. Alvaro URIBE a rappelé qu'il avait « *changé* » de position sur la façon de sortir du conflit, alors qu'il avait été élu « *avec le mandat qu'il n'y aurait pas d'échange humanitaire* ». « *Nous avons désigné des médiateurs nationaux et internationaux, nous avons libéré 152 membres des FARC en réponse à une demande du Président SARKOZY* », a-t-il souligné. En Colombie, la guérilla a annoncé qu'elle refusait la demande d'URIBE pour que la Croix-Rouge puisse rencontrer les otages.

Pervez MUSHARRAF en tournée européenne. Le Président pakistanais a rencontré Nicolas SARKOZY. Il a promis d'organiser des élections libres.

Des milliers de Palestiniens passent en Egypte. Après la destruction du mur qui sépare de la Bande de Gaza. Cette ouverture a permis aux habitants de la Bande contrôlée par le Hamas de se ravitailler. Pour l'instant, l'Égypte laisse faire. Israël, qui avait autorisé la livraison de matériel médical et de fioul dans la Bande de Gaza, propose que le Gouvernement OLMERT s'occupe des frontières de Gaza. Le HAMAS refuse que le Fatah soit responsable du territoire toujours sous son contrôle.

Un porte-parole d'Al-Qaïda demande aux religieux de prêter leur concours à la guerre sainte (djihad) Abou-Yahya AL-LIBI évoque dans une vidéo en arabe, « *une obligation et une lutte sacrées* ». Il incite les groupes combattants à « *ne pas se fourvoyer aux côtés de factions obéissant à des intérêts nationaux ou politiques et à se consacrer uniquement au combat* »...

17 ans de prison pour un « recruteur » d'Al Qaïda. Jose PADILLA, membre d'un gang de Chicago et deux coaccusés avaient été reconnus coupables de conspiration en vue de commettre des meurtres, d'enlèvements et de coups et blessures, de complot en vue de fournir un soutien matériel à des activités terroristes.

Présidentielle serbe. Tomislav NIKOLIC en tête au premier tour. Une très forte participation (inhabituelle) + de 60%. L'ultranationaliste du Parti radical serbe a quatre points d'avance sur le président sortant, Boris TADIC, candidat du Parti démocrate, un réformateur pro-européen. NIKOLIC défend lui un rapprochement avec la Russie, partenaire naturel. Le second tour aura lieu le 3 février. Le Kosovo devrait alors proclamer son indépendance. Un événement redouté pour la stabilité de la région...

Présidentielle russe. L'ancien Premier ministre, Mikhaïl KASSIANOV, devrait être disqualifié et empêché de se présenter en candidat indépendant à l'élection présidentielle du 2 mars, selon le secrétaire de la commission électorale centrale russe, Nikolai KONKINE. Il a évoqué, à l'appui de sa recommandation, une affaire de faux en matière de documents d'inscription de candidature. La commission rendra sa décision sur ce point le 27 janvier. Tous les candidats indépendants souhaitant se présenter au scrutin présidentiel doivent réunir au moins deux millions de signatures provenant de différentes régions du pays en faveur de leur candidature. Le nombre de signatures valables en faveur de KASSIANOV serait inférieur à un million.

EUROPE

Italie : vers de probables élections anticipées. Après avoir obtenu la confiance des députés en faisant le plein des voix de sa majorité, M. PRODI est quasiment certain d'échouer devant le Sénat. Il a choisi de se présenter quand même. « *Les Italiens ont le droit de voir qui est favorable à mon gouvernement et qui au contraire, change d'idée au regard des accords conclus il y a deux ans* ».

La Présidence slovène soutient Belgrade, vers l'adhésion. « *Nous devrions (...) aider la Serbie sur son chemin en direction de l'Union européenne* », a déclaré le chef de la diplomatie slovène, Dimitrij RUPEL, devant l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe). « *L'une des formes de cette assistance, ou un signe de proximité, devrait être la signature dans les prochains jours du pacte de stabilisation et d'association* », a-t-il ajouté.

Environnement et Europe : 3 euros par semaine jusqu'en 2020. C'est ce que devrait coûter à chaque citoyen de l'UE le plan d'action contre le réchauffement climatique par la Commission européenne. D'un coût de 60 milliards d'euros, il doit permettre à l'UE de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 20% par rapport à 1990 et de porter à 20% la part des énergies renouvelables. Les réactions à ce plan sont mitigées : les industriels craignent pour leur compétitivité, les écologistes le jugent insuffisant. L'objectif de la présidence slovène est de transposer sur le plan législatif, avant les élections européennes de 2009, les mesures proposées par la Commission européenne.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Primaires américaines : les démocrates de l'étranger votent par Internet ! Pour la première fois, le Parti démocrate autorise ses électeurs à l'étranger à voter par Internet pour les primaires. A noter cette semaine en Caroline du Sud, le républicain McCain devance de justesse HUCKABEE. Dans le Nevada, ROMNEY arrive en tête. CLINTON l'emporte chez les démocrates.

Côte d'Ivoire. Le contingent Licorne ramené de 2.400 à 1.800 hommes. La capacité des forces françaises sera maintenue, ses hélicoptères et avions restant en place. Le contingent Licorne est déployé en Côte d'Ivoire sous mandat des Nations unies et assure une mission de soutien à l'Onuci, une force de plus de 7.000 casques bleus d'Afrique, Pakistan et Bangladesh. L'amélioration de la sécurité dans le pays permet cette diminution de la présence militaire française.

Françafrique : le Gabon se dit « surpris ». Les propos du secrétaire d'Etat à la Coopération, Jean-Marie BOCKEL, sur la nécessité de signer « *l'acte de décès de la Françafrique* », exhortant le Président SARKOZY « *à ne plus céder à un certain nombre de caprices (...) de demandes incohérentes de certains pays (africains) qui ont une rente pétrolière qu'ils ne consacrent pas aux investissements qu'ils nous demandent de financer* ». Le Gouvernement gabonais marque « *sa surprise* » « *que soient véhiculés à un tel niveau de responsabilité des clichés méprisants faisant des Etats africains de vulgaires mendiants sollicitant sans fin l'aumône de la France* ».

Kofi ANNAN au Kenya. L'ancien Secrétaire général des Nations unies tente de trouver une solution à la crise qui a fait au moins 650 morts en un mois. Le Président kényan Mwai KIBAKI et le chef de l'opposition Raila ODINGA, qui revendique la victoire à la présidentielle du 27 décembre, se rencontrent pour la première fois autour de M. ANNAN, depuis ce scrutin à l'origine de violences meurtrières.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Pas les 314, mais une bonne part... « *J'adhère à l'essentiel de vos conclusions* », a dit Nicolas SARKOZY à Jacques ATTALI, venu remettre son rapport sur la libération de la croissance en 314 propositions. Nicolas SARKOZY a rejeté toutefois deux propositions de l'ancien sherpa de François MITTERRAND : la réforme du principe de précaution, et la suppression des départements. La déréglementation des pharmacies ne devrait pas non plus être retenue. En revanche, le Président a particulièrement insisté sur les mesures en faveur du système éducatif, de l'accès des PME aux marchés publics, de l'accès au numérique, des éco-villes, du travail des seniors. Le chef de l'Etat a annoncé son intention d'« *associer le Parlement* » à la mise en œuvre des propositions. M. ATTALI avait conseillé à l'exécutif de « *ne pas picorer* » dans le rapport. Les députés ont fait sentir leur mécontentement face à l'absence de concertation.

Libération ou libéralisation de la croissance ? L'orientation du rapport fait déjà débat et il a déjà fait l'objet de nombreuses critiques, à gauche comme à droite. « *Ce rapport a le mérite d'être là. (...) Il a été fait pour aider la France et moi, je veux aider la France* ». Propos de... Ségolène ROYAL. C'est « *un étouffe-chrétien qui en dit long sur l'échec économique* » du gouvernement, selon Julien DRAY (PS).

Economie : la crise. A la veille d'un déplacement au Forum économique mondial de Davos, François FILLON estime que la brutale correction subie par les Bourses mondiales témoigne « *d'une crise du crédit, une crise financière mais pas une crise plus profonde qui affectera l'économie mondiale dans son ensemble* ». « *Est-ce qu'une économie internationale plus faible conduira à une croissance française plus basse ?* », s'interroge le premier ministre. « *Certainement, mais, estime-t-il, ce ralentissement serait beaucoup plus important si nous n'avions pas engagé des réformes structurelles* ».

« **A chacun son job** ». C'est ce que juge le Président de l'Assemblée nationale, Bernard ACCOYER : « *c'est au Parlement qu'il appartient constitutionnellement de contrôler l'action du gouvernement* ». En référence à la future révision constitutionnelle, le Président ACCOYER évoque la mise en place d'un « *comité d'évaluation et de contrôle* » qui « *évaluera l'action des différents ministères* ». « *Si une politique est inefficace, ce sera au gouvernement d'en tirer les conséquences. Chacun son rôle* ».

Prière de laisser l'accord comme vous l'avez trouvé. Les partenaires sociaux signataires de l'accord ont demandé au Ministre du Travail, Xavier BERTRAND, que le texte soit transcrit dans la loi sans modification, même s'ils pensent continuer à travailler dessus d'ici la présentation du texte en conseil des ministres, probablement fin février. Le Ministre leur répond : « *Même si le droit d'amendement est constitutionnel, on aura à cœur de ne pas casser ni changer cet accord au Parlement* ».

Le PS mobilisé pour les municipales. Les ténors du parti ont lancé la campagne à l'occasion du 13^{ème} rassemblement national des secrétaires de section. A noter la présence de Ségolène ROYAL, Laurent FABIUS, mais aussi Dominique STRAUSS-KHAN, venu « *comme n'importe quel militant assister au débat* ». Les dirigeants socialistes ont appelé à sanctionner le gouvernement aux municipales. François HOLLANDE a conclu en soulignant l'importance de « *la solidarité et des valeurs collectives* ».

Nicolas SARKOZY démobilisé. Après avoir annoncé son engagement dans la campagne municipale, le Président de la République soutient : « *Je ne veux pas me mêler du détail des municipales dans chacune des villes de France, ce n'est pas mon travail* », a-t-il déclaré à Pau, où il s'est montré très amical avec François BAYROU, dirigeant du MoDem.

Le Front National candidat dans 200 villes pour les municipales. Mais Jean-Marie LE PEN annonce « *une campagne des pauvres...* », en raison de 8 millions de dettes, dues à la diminution du financement public consécutif aux mauvais résultats des législatives.

PARLEMENT

Assemblée nationale

Rapport de la commission d'enquête sur la libéralisation des infirmières bulgares. Abstention des députés de gauche pour protester contre le refus des UMP d'auditionner l'ex-femme du Président, Cécilia SARKOZY. Selon le rapporteur, Axel PONIATOWSKI, il n'y a « *rien eu de caché* » de la part de la France. Certains regrettent que l'enquête n'ait pas permis de faire toute la lumière.

Les députés adoptent la fusion ANPE-Unedic. Le projet de loi sur la réforme du service public de l'emploi a été voté à l'Assemblée.

Groupe de travail sur le pouvoir d'achat. Créé fin décembre par les députés UMP Frédéric LEFEBVRE et Jérôme CHARTIER, il devrait rendre ses propositions début février. Ce groupe, qui réunit une trentaine de députés de la majorité, souhaite en effet proposer un paquet de mesures avant les municipales du mois de mars.

Sénat

Les sénateurs se penchent sur le pouvoir d'achat. Ils autorisent le rachat de jours de réduction du temps de travail (RTT) par les salariés jusqu'au 31 décembre 2009, soit bien au-delà de la limite du 31 décembre 2007 fixée initialement par le projet de loi sur le pouvoir d'achat. Le texte, en cours d'examen, devrait être adopté avant vendredi matin.

Maintien en détention : le texte ressort très amendé de la Commission des Lois. « *Il n'est pas possible en l'espèce de s'affranchir du principe de non rétroactivité de la loi pénale plus sévère* », estime la commission, qui a par ailleurs décidé d'encadrer strictement la mise en oeuvre d'une rétention de sûreté. Elle souligne notamment que c'est bien une « *juridiction* » (donc : possibilité de recours) qui devra prononcer le maintien en détention. Les députés avaient adopté en première lecture le 10 janvier ce texte très controversé sur la rétention de sûreté et l'irresponsabilité pénale, qui crée des centres fermés, dans lesquels des criminels dangereux pourraient être enfermés à vie à leur sortie de prison.

Débat sur le statut des élus locaux en France. Le Sénateur del PICCHIA a saisi l'occasion d'une question orale pour rappeler que les conseillers élus à l'AFE sont également des élus locaux, dont le mandat, souvent difficile, doit être favorisé par un statut. Michèle ALLIOT-MARIE s'est dit prête à étudier les « *possibilités d'améliorations concrètes de leur situation* ».

Tout le débat : <http://www.senat.fr/seances/s200801/s20080122/s20080122010.html>

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Protocole qui reconnaît un nouvel emblème en plus de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Dépourvu de connotation nationale, politique ou religieuse, le « cristal rouge » pourra être utilisé dans les pays où cohabitent des communautés religieuses différentes.

Communications : Les résultats de la lutte contre la délinquance en 2007. / La réduction des charges administratives pesant sur les entreprises. Objectif : réduire de 25% la charge des 1.000 procédures administratives les plus lourdes ou les plus « irritantes » pour les entreprises d'ici à 2011.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

« Trophées Sénat de la présence française à l'étranger » : les vainqueurs.

350 candidatures ; 33 dossiers ont plus particulièrement retenu l'attention du Jury qui s'est réuni le vendredi 18 janvier au Sénat, parmi lesquels ont été distingués les parcours suivants :

- 3 Trophées « présence économique » : **Louis-Paul HEUSSAFF**, président de Supply Oil Services Inc. (SOS) à Makati aux Philippines ; **Emmanuel DUPONT DE DINECHIN**, chef d'entreprises à Kaboul en Afghanistan ; **Maryvonne GRUNBERG**, propriétaire d'une maison d'hôtes à Marrakech, chargée de mission de la ville de Tours pour la coopération décentralisée avec la ville de Marrakech.

- 2 trophées « rayonnement culturel, éducatif et francophonie » : **David SANTANDREU CALONGE**, Senior Education Development Officer et chargé de cours à la City University de Hong Kong ; **Michèle DEBRENNE**, enseignant-chercheur à l'Université de Novossibirsk en Russie.

- 1 trophée « engagement humanitaire et développement » : **Yves MARRE**, entrepreneur humanitaire à Dhaka au Bangladesh.

Chaque trophée est assorti d'un billet aller-retour pour Paris, d'un séjour de deux nuits à l'hôtel et d'un chèque de 5.000 euros. Les « Trophées Sénat de la présence française à l'étranger » seront décernés le samedi 1^{er} mars 2008, dans le cadre de la 2^{ème} journée des Français de l'étranger.

Comment assister à la cérémonie ? En répondant à quelques questions, vous pourrez gagner une place dans l'Hémicycle. <http://www.expatries.senat.fr/trophees08/quiz.html>

La « diplomatie de la réconciliation ». Ce n'est pas si simple. Tant le Président de la République que le Ministre des Affaires étrangères l'ont défendue cette semaine. Plaidoyer de Nicolas SARKOZY devant les ambassadeurs, en assurant à ses détracteurs que la « diplomatie de la réconciliation » n'était pas « de complaisance », notamment sur les droits de l'Homme. « C'est sur la base de nos valeurs et de nos principes que nous conduisons ces dialogues, fondés sur la clarté, la transparence et la fermeté », a déclaré le Président français. Pour le ministre des Affaires étrangères ce n'est « pas si simple » car on ne peut pas « se réconcilier avec tout le monde ». « Ce n'est pas vrai. Heureusement. Parce que où serons nos valeurs ? Où serait notre légitime attention aux droits de l'Homme, si nous réconcilions avec tout le monde ? »

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Les marchés asiatiques se ressaisissent. L'intervention en urgence de la Réserve fédérale des Etats-Unis aura permis d'endiguer le mouvement de panique qui s'était emparé des marchés financiers. En annonçant une réduction des taux d'intérêt de 0,75 point, à 3,5 %, la Fed a limité le repli de l'indice Dow Jones. La BCE reste, elle, ferme sur les taux.

Le BIT fait les comptes. 5 millions de chômeurs en plus dans le monde : c'est ce que pourraient provoquer cette année la crise du « subprime » et l'envolée des prix du pétrole.

La Banque de France aussi. Et ouvre une enquête sur la fraude de 5 milliards d'euros constatée à la Société générale, dont le titre a été suspendu de la cotation, à la demande de la Banque. C'est la fraude la plus importante de l'histoire de la finance mondiale. En pleine tourmente boursière mondiale, la banque a été contrainte d'annoncer cette fraude interne. L'employé à l'origine de la fraude, opérant à Paris et dont l'identité n'a pas été révélée, a été relevé de ses fonctions.

Le prix de l'immobilier français bientôt à la baisse de 18% ? En moyenne, les prix de vente des logements anciens ont augmenté de 3,8% en 2007. A peine 1% de plus que l'inflation. A Paris, le prix moyen au m² approche les 6.000 euros. L'arrondissement le plus cher reste le 7^{ème}, suivi du 6^{ème}. Le moins cher le 19^{ème}. En banlieue l'augmentation qui était de 10-12 % en 2006, a été inférieure à 7% en 2007. En 10 ans, le PIB a augmenté de 26%, le pouvoir d'achat des ménages de 29% et les prix réels des logements de 100%. Les experts estiment : « Entre 2008 et 2010 les prix de l'immobilier devraient baisser de l'ordre de 18% » disent-ils.

Quotas. Création d' « *une commission de réflexion sur le cadre constitutionnel de la nouvelle politique d'immigration* ». Cette commission aura à réfléchir à une modification constitutionnelle permettant d'instaurer une politique de quotas, « *pour une immigration réussie et sur la simplification des juridictions* » a déclaré Brice HORTEFEUX. Elle sera présidée par l'ancien président du Conseil constitutionnel Pierre MAZEAUD, et constituée de « *professeurs et techniciens du droit* » et des « *personnalités qualifiées* ».

La position du ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement. « *Je suis très clairement hostile à des quotas ethniques, il n'y a pas d'ambiguïté là-dessus* ». Pour Brice HORTEFEUX : « *Les quotas, c'est plus clair et plus honnête* » et d'ajouter « *Il faut, je crois, procéder d'une manière simple : un que le parlement chaque année puisse fixer - et débattre - du plafond d'étrangers qui sont susceptibles d'être accueillis sur notre territoire et ensuite il faut examiner sans doute par l'activité professionnelle* ».

Religion – Laïcité ... Pour 81% des Français dire « *la France a des racines essentiellement chrétiennes* » n'est pas une remise en cause de la laïcité. Par contre 51%, contre 49%, ne sont pas d'accord avec la phrase « *un homme qui croit est un homme qui espère, et l'intérêt de la République, c'est qu'il y ait beaucoup d'hommes et de femmes qui espèrent* », prononcée par Nicolas SARKOZY à Rome. 73% ne sont plutôt pas d'accord avec la phrase : « *dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le pasteur ou le curé* ». Sondage OpinionWay pour le Figaro Magazine.

De moins en moins de Français disent « oui ». 274.000 mariages ont été célébrés en 2006, soit 9.100 de moins qu'en 2005. *La hausse de 2005 apparaît donc comme une exception et la diminution observée entre 2001 et 2004 reprend. Le nombre de mariages est à son plus bas niveau depuis 1995, selon l'Insee.*

Adoption homosexuelle : la France condamnée. Arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme qui a condamné Paris pour un refus de délivrance d'agrément d'adoption à une femme lesbienne. La Cour a exigé de la France qu'elle autorise les couples du même sexe à adopter.

Garderie minimum à l'école. 1.750 communes ont accepté de participer au dispositif de service minimum d'accueil dans les écoles maternelles et primaires, ce jeudi. Et ce, le jour de la grève des enseignants. 22.492 communes françaises étaient concernées.

Hausse des dépenses maladie : +4,1% en 2007, contre 2,4 l'année précédente. La CNAM note aussi une reprise des arrêts de travail.

Soldes aussi sur le train... La SNCF va proposer 500.000 billets par an à prix cassés. Des rabais de 40 à 60% pour remplir ses trains. Les offres seront en vente sur Internet trois à dix jours avant le départ. A la SNCF on explique : « *il vaut mieux vendre même à très bas prix un siège plutôt que de le laisser vide* ».

2007 : plus de 80 millions de touristes en France. L'Hexagone maintient sa place de 1^{ère} destination mondiale et devrait, selon le Secrétaire d'Etat chargé du tourisme, Luc CHATEL, « *passer le nombre de 80 millions de visiteurs* » en 2007. La France est n°1 mondial en nombre de visiteurs, mais n'arrive qu'au 3^{ème} rang des recettes touristiques, derrière les Etats-Unis et l'Espagne.

Et ailleurs : Reprise du tourisme en Israël. 2,3 millions de touristes ont visité le pays en 2007, soit 25% de plus qu'en 2006. Dans le trio de tête, figurent les touristes venus des Etats-Unis (535.000), de France (245.000) et de Russie (200.000). Israël prévoit d'accueillir 2,8 millions de touristes en 2008, 3 millions en 2009 et jusqu'à 5 millions en 2012.

Et bientôt dans l'espace ? Le milliardaire Richard BRANSON a présenté son vaisseau spatial touristique, dont les premiers vols sont prévus pour 2010. Il faudra déboursier 200.000 dollars pour être du voyage dans cet engin qui compte huit places.

Le mobile du crime. Trois passagers d'un vol d'Alitalia entre Milan et Bari en ont fait l'expérience. Le commandant de bord - qui leur avait demandé par trois fois d'éteindre leur portable- a stoppé l'avion déjà lancé à pleine vitesse sur la piste car il constatait des interférences avec les instruments de navigation. La police a interpellé les trois récalcitrants qui risquent jusqu'à trois mois de prison.

266 millions d'euros dans le vent... La filiale « énergies nouvelles d'EDF » va construire et exploiter six parcs éoliens pour une puissance totale de 197 mégawatts. Les sites seront à Castanet-Le-Haut (Hérault), à Luc-sur-Orbieu (Aude), à Salles-Curan (Aveyron) en 2008. Les trois autres en 2009 à Villesèque (Aude), Chemin d'Ablis (Eure-et-Loire) et Fiennes (Pas-de-Calais).

Les bulles à Angoulême. 35^{ème} édition du Festival international de la bande dessinée (FIBD), qui a lieu du jeudi 24 au dimanche 27 janvier.

Le cinéma français à l'honneur. La Française Marion COTILLARD est nommée aux Oscars dans la catégorie de la meilleure actrice pour son interprétation d'Edith Piaf dans *La Môme*, après avoir remporté cette distinction aux Golden Globes. Dans la catégorie du meilleur film d'animation, le film français *Persepolis*, de Marjane SATRAPI et Vincent PARONNAUD, est aussi retenu pour les Oscars.

CARNET

Lazare PONTICELLI, « le dernier des poilus » encore vivant. Combattant français de la « Der des der ». A 110 ans, c'est le dernier des 8,5 millions de « poilus » de la première guerre mondiale. Son compagnon, Louis de CAZENAVE, qui avait le même âge s'est « éteint comme une chandelle » selon son fils. M. de CAZENAVE avait intégré à 19 ans le 22^e régiment d'infanterie coloniale, avant de combattre au Chemin des Dames avec le 5^e bataillon de tirailleurs sénégalais.

Nominations

Françoise BOUROLLEAU, ambassadrice en Finlande.

Maryse DAVIET, ambassadrice en Albanie.

Yves LO PINTO, consul général à Recife.

Thierry TESSON, Conseiller technique auprès du Ministre de l'Education Nationale.

Jean-Marc PARISOT, Conseiller technique auprès du Ministre de l'Education Nationale.

Jean-Pierre LE RIDANT, directeur de la commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation.

Promotions

Ministère des Affaires Etrangères et Européennes

Ministres plénipotentiaires hors classe au titre de l'année 2008 : Pierre VIMONT, Philippe ZELLER, Jean-Paul VEZIAN, Jean-Luc SIBIUDE, Alain LE GOURRIEREC.

Ministres plénipotentiaires de 1^{re} classe au titre de l'année 2008 : Pierre MENAT, Jean-Pierre GUINHUT, Jérôme PASQUIER, Gérard ARAUD, Jacques FAURE, Pascale ANDREANI.

Ministres plénipotentiaires de 2^e classe au titre de l'année 2008 : Catherine COLONNA, Jean-François GIRAULT, Bernard DEMANGE, Nicolas CHAPUIS, Jean-Pierre ASVAZADOURIAN, Emmanuelle d'ACHON, Jean-René GEHAN, Chantal POIRET, Jean-Louis ZOEL, Jean-Charles BERTHONNET, Daniel LABROSSE, Corinne BREUZE, Eric CHEVALLIER.

Conseillers des affaires étrangères hors classe de l'année 2008 : Florence MANGIN, Nicolas WARNERY, François PUJOLAS, Marion PARADAS, Luc ASSELIN de WILLIENCOURT, Jean-Noël POIRIER, M. Frédéric DESAGNEAUX, Edouard BESLAY, Philippe DELACROIX, Géraud SAJUST de BERGUES de ESCALUP, Marie-Hélène MAYSOUNAVE, Charles MALINAS, Odile ROUSSEL, Roland GALHARAGUE, Rémi LAMBERT, Michel EPRON, François-Xavier REYMOND.

Conseillers des affaires étrangères au titre de l'année 2008 : Gérard GUILLONNEAU, Philippe LETRILLIART, Alexandre MOROIS, Gaël VEYSSIERE, Olivier PLANÇON.

Conseillers des affaires étrangères au titre de l'année 2007 : David IZZO, Olivier NICOLAS, Catherine CALOTHY.

Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Emploi

Conseiller économique de classe exceptionnelle au titre de l'année 2007

Jean-Louis LATOUR, Yves CADILHON, François RIEGERT.

Conseiller économique hors classe au titre de l'année 2007

Michel LALLEMAND, Marie-Cécile TARDIEU-SMITH, Frédéric KAPLAN, Franc SECULA, Eric DAVID.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr